

LA REUNION DITE « DE MONACO »

Guy Giraud

Une tentative collective des Mouvements en vue de l'organisation administrative de l'Isère après la Libération.

Les responsables du G.P.R.F. (Gouvernement Provisoire de la République Française) à Alger demandent au Comité Directeur de la France Combattante de se transformer en un organisme intitulé le C.D.L.N. (Comité Départemental de la Libération Nationale). Il s'agit de mettre un terme aux querelles internes de la Résistance dans tous les départements français ayant vocation à retrouver une structure comparable aux Conseils généraux d'avant-guerre.

A cet effet, en Isère, Pierre Flaureau, (*Pel*), du mouvement Francs-Tireurs et Partisans-Français (F.T.P.F), prend l'initiative de la réunion dite « de Monaco » qui s'est tenue à Méaudre le 25 janvier 1944. Elle ne concernait pas directement le Plateau. Elle avait pour but de jeter les bases de l'organisation administrative de l'Isère, et donc du Vercors, à la Libération.

Les participants à la réunion

Le mardi 25 janvier 1944, à **Méaudre**, Marcel Rochas, le patron de l'Hôtel de la Poste, patriote convaincu, reçoit neuf hommes qui sont les délégués des mouvements de Résistance de l'Isère, réunis à l'instigation de Pierre Flaureau (*Pel*) ;

Il s'agit de :

- Pierre Flaureau (*Pel*) pour le Parti communiste français (PCF) et le mouvement Francs-Tireurs-Partisans-Français (FTPF) ;
- Albert de Seguin de Reynières (*Rolland*), chef de l'armée secrète, puis *Sylvain*, dès sa prise de fonction en qualité de chef départemental des FFI ;
- Louis Chevallet (*Benoît*) pour le Front National (d'obédience communiste) ;
- Eugène Chavant (*Clément*), chef civil du Vercors et responsable de Franc-Tireur ;
- Docteur Eugène Samuel (*Jacques*), de Franc-Tireur, adjoint de Chavant au comité de combat du Vercors ;
- André Sibellas (*Martin ou Ric*) pour Libération ;
- Auguste Vernet (*Rac*) pour Libération ;
- Jean Lecutiez (*Lepape*) agent du noyautage de l'administration civile (NAP) ;
- Alphonse Manhaudier (*Evreux*) pour le mouvement Combat,
- Alain Le Ray (*Bastide*) au titre du Vercors, avec voix consultative ;

Soit donc neuf délégués en plus de Le Ray ; ces dix hommes représentent les forces vives de la Résistance en Isère.

Réunion du 25 janvier 1944 dite de « Monaco »,			
Formation	Représentant	Type de voix	Nombre de mandats
Combat	Alphonse Manhaudier (<i>Evreux ou Martigue</i>)	Délibérative	1
Maquis du Grésivaudan	Alphonse Manhaudier	Consultative	
Franc-Tireur	Dr Samuel-Ravalec (<i>Jacques</i>)	Délibérative	1
Libération	André Sibellas (<i>Martin, Ric</i>) Auguste Vernet (<i>Rac</i>)	Délibérative	1
Front National Femmes de France	Louis Chevallet (<i>Benoit</i>)	Délibérative	1
Armée Secrète	Albert de Seguin de Reyniès (<i>Rolland</i>)	Consultative	
NAP	Jean Lecutiez (<i>Lepape</i>)	Consultative	
Vercors	Alain le Ray (<i>Rouvier, Bastide</i>)	Consultative	
Parti communiste FTPF CGT	Pierre Flaureau (<i>Pel</i>)	Délibérative	3
Parti socialiste Franc-Tireur	Eugène Chavant (<i>Clément</i>)	Délibérative Consultative	1
Sources : Compte rendu de la réunion « Monaco », Pierre Flaureau, « Le Comité de Libération, de l'Isère », in Pierre Bolle, Grenoble et le Vercors, de la Résistance à la Libération, 1940-1944 : actes du colloque tenu à Grenoble à l'Institut d'études politiques, la Manufacture, 1985 op cit. pp 82-83.			

Objectif de la réunion

Les participants vont tenter de parfaire l'unité de la Résistance déjà regroupée autour du Comité de l'Isère et des Alpes dauphinoises de la France combattante, fondée fin mai 1943 par Georges Valois des MUR, Chevalet, du Front national et Flaureau du PCF, en créant le Comité départemental de la Libération nationale (CDLN) conformément à la directive d'Alger.

Deux conceptions du combat sont formulées : soit privilégier l'action immédiate, soit stocker des armes en vue du jour « J », jour du débarquement des Alliés. La deuxième

proposition est favorablement accueillie, bien que les résistants d'obédience communiste soient plutôt partisans de l'action immédiate généralisée.

Cette réunion donne naissance au Comité départemental de Libération national de l'Isère (CDLN). Le sujet du projet Montagnards n'était pas inscrit à l'ordre du jour de la réunion. Le CDLN, organe central, doté d'un comité exécutif dirigé par Albert Reynier (*Vauban*) sera ultérieurement présidé par Albert de Seguin de Reyniès (*Sylvain*). Il se penche sur la Libération future, la restauration de la vie politique locale, le renouveau de l'administration, mais aussi la liberté de la presse, la vie quotidienne. Il s'agit d'imaginer le rétablissement de la République malgré les différends politiques de chacun. Cet idéal politique prend effet au grand jour, le 3 juillet 1944, par l'officialisation de la République libre dans le Vercors.

Le CDLN, présidé par Eugène Chavant, veille à maintenir son autonomie par rapport à Alger et à l'égard des organisations départementales de la Drôme et de l'Isère. Il n'exerce pas vraiment d'autorité sur le Vercors. Les raisons invoquées pour justifier cette indépendance tenaient à la « *mission extrêmement confidentielle* » que Londres aurait confiée au Vercors, qui « *ne devait être connue que par quelques dirigeants de l'organisation* » (*E. Chavant*), et la situation géographique du massif, « *à cheval sur l'Isère et sur la Drôme* ». Cette indépendance ne fut pas du goût de certains membres du CDLN —« *Voilà ce qui est anormal* » déclarait trente ans plus tard Pierre Flaureau- qui se seraient « *battus comme des lions pour l'éviter* » arguant de la nécessité de donner la priorité au concept départemental. Lorsque les Allemands quittent Grenoble, le 22 août 1944, le travail et les décisions prises au préalable par le CDLN permettent une réorganisation politique, administrative et militaire rapide, par la prise de postes importants par des responsables résistants :

- La permanence de l'État est assurée par l'installation d'Albert Reynier (*Vauban*) comme préfet de l'Isère ;
- Le ravitaillement est assuré, les services du Ravitaillement fonctionnent ;
- L'ordre est assuré par la prévôté dirigée par Louis Nal (*Brunet*) ;
- Les journaux de la Résistance sortent de la clandestinité pour paraître au grand jour ; c'est le cas du *Travailleur alpin*, des *Allobroges*, du *Réveil*, du *Petit Dauphinois* remplacé après diverses péripéties par le *Dauphiné libéré*.
- Alain Le Ray (*Rouvier, Bastide, Ferval*) crée une unité de chasseurs alpins à partir des maquis FFI.

Le 26 mai 1944, une réunion du CDLN de l'Isère, tenue à Villard-Bonnot, entérina la situation particulière du territoire du Vercors : « Les effectifs qui viennent se placer sous le commandement FFI départemental sont les effectifs de l'AS, d'une part, à l'exclusion des FT du Vercors et des FTP, d'autre part. »

Témoignage de monsieur J. Lecutiez (*Lepape*)

J. Lecutiez participe à la réunion au nom du **NAP** (Noyautage de l'administration publique). Il précise que, s'il appartient à cette organisation, sa présence se justifie aussi par son appartenance au **FUJ** (Front Uni de la Jeunesse). Le FUJ est une mouvance assez composite essentiellement étudiante et lycéenne, allant des jeunes protestants aux groupes juifs, des jeunes socialistes à des individus d'obédiences diverses. J. Lecutiez précise que l'ambiance de la réunion a été parfois tumultueuse. Au vu, d'une part, de la prépondérance des voix délibératives communistes ou des affiliés par rapport aux voix dévolues aux autres organisations, d'autre part de la qualité des acteurs, de leurs personnalités et de leurs engagements politiques respectifs, et des ambitions personnelles des uns et des autres, il n'y a rien d'anormal à cela.

Pourquoi l'appellation « Monaco » ?

Deux versions sont avancées :

Première version : on donne le nom « *Monaco* » à la réunion où naquit le CDLN, du fait de la boisson prise par les participants : bière, limonade et sirop de grenadine.

Seconde version : en réalité, ce serait une plaisanterie de fin de séance de travail : Flaureau (*Pel*) : « *Comment allons-nous coder notre réunion ? Nous sommes chez Clément (Chavant) dans sa Principauté comme à Monaco* ». Monaco, pas d'opposition ? Adopté.

Conclusion

Assez méconnue, cette réunion constitue une date importante de l'histoire de la Résistance dauphinoise.

Dans le document « Réunion « Monaco » : forces en présence et décisions », Jean-William Dereymez confirme et complète les éléments exposés ci-dessus et apporte des précisions sur le contenu des échanges entre les participants à la réunion et les décisions qui en découlent.